

RWANDA

L'ARMEE RWANDAISE LAISSE DES CHARNIERS DANS SON SILLAGE

Au fur et à mesure qu'ils progressent vers Kigali, les rebelles du Front patriotique rwandais découvrent partout dans les villes du nord-est, abandonnées par les forces gouvernementales, les mêmes massacres sauvages. Comme à Kiziguro, où 800 personnes auraient été tuées à l'arme blanche. Témoignages.

DKiziguro, Kayonza, envoyé spécial es charniers jonchent la retraite de l'armée rwandaise. Les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) qui marchent sur Kigali n'en finissent pas de les découvrir au fur à mesure qu'ils investissent les villes abandonnées par les troupes gouvernementales.

Ce matin, Emmanuel, employé par l'église de Kiziguro, à une centaine de kilomètres au nord-est de la capitale du Rwanda, nous conduit derrière l'église abandonnée lundi dernier par les prêtres espagnols. Là, il désigne un buisson, puis l'entrée d'un puits, envahi de ronces et de branches brisées. Soudain on perçoit des cris et des râles en provenance du puits creusé par les Belges mais jamais rempli, qui fait environ 50 mètres de profondeur. « Il y a 800 cadavres au fond, hurle Emmanuel, et quelques-uns vivent encore! »

Avec des câbles électriques pris dans l'église dévastée et pillée, les guérilleros arrivent à sortir les quelques survivants du puits où ils ont agonisé pendant une semaine au sommet d'une montagne de cadavres. Les yeux mangés par les mouches, la peau maculée de sang et de boue, l'un d'entre eux pleure de joie et de terreur, pas encore sûr que ses sauveteurs ne l'ont pas tiré de là pour l'achever. Puis il raconte. Quelques minutes après le départ des



prêtres, les soldats des Forces armées rwandaises (FAR) accompagnés de tueurs armés de machettes sont arrivés à l'église où s'étaient réfugiées plus de 800 personnes. « On nous a fait sortir et nous avons donné tout ce que nous avions. Ensuite on a dû montrer nos cartes d'identité, se déshabiller et s'agenouiller. Les gens ont été exécutés à l'arme blanche. Ceux qui ont été épargnés ont transporté les cadavres au trou, cela a duré six heures. Puis on nous a ordonné de sauter dans le trou et de rejoindre les morts. Nous avons crié, ils ont voulu nous achever à coups de pierre. » Partout, sur les routes du nord qui mènent vers Kigali, les re-

belles du Front patriotique rwandais (FPR) découvrent de semblables massacres.

L'avance de la guérilla semble avoir été foudroyante depuis le retour de la guerre civile au Rwanda, au lendemain de la mort du président Juvénal Habyarimana, le 6 avril. Au nord, le FPR a réussi à s'emparer de plusieurs villes stratégiques. A l'est, ils se battent pour l'important carrefour de Kayonza, sur la route qui mène à l'aéroport de la capitale à une soixantaine de kilomètres.

Les rues de Murambi, près de Kayonza, sont jonchées de débris de carcasses de voitures, de vêtements maculés, et quelques cadavres traînent encore après les combats qui viennent de s'achever. La mairie est complètement dévastée. Des machines à écrire fracassées et des cartes de membres du club de foot local jonchent le couloir. Sur la porte d'une petite pièce, une inscription: « Jeunesse et coopérative ». Au milieu de la chambre, une caissette en bois est encore pleine de tranchantes machettes chinoises, flambant neuves. C'est ici que le « bourgmestre » de Murambi, Jean de Dieu Mwangi, armait les jeunesses du parti présidentiel et les extrémistes hutus du Comité pour la défense de la démocratie (CDR), qui ont écumé la campagne avec l'armée avant que le Front patriotique rwandais ne s'empare de la ville après huit heures

de combat vendredi matin. Avant de s'en aller, les tueurs ont donné libre cours à leur rage meurtrière, des documents à terre, signés de la main du préfet, les autorisant à disposer d'une arme. Sur la route, une trentaine de réfugiés en majorité tutsis racontent comment, dans leur commune, les habitants ont d'abord été parqués dans l'église, puis liquidés à la machette et à la grenade.

L'ampleur du génocide dans les campagnes du Rwanda semble dépasser ce qu'il était possible d'imaginer. Si les derniers chiffres disponibles à Kigali indiquent plus de 20 000 morts pour la seule capitale, combien sont-ils, dans le reste du pays, à avoir pu échapper à l'implacable machine à exterminer?

Dans le nord-est, les témoignages affluent sur les charniers découverts dans les villages occupés par les troupes gouvernementales et leurs sbires.

Les rebelles découvrent parfois des parents ou des amis parmi les cadavres. Comment dès lors ne pas craindre de formidables vengeance de leur part? « Depuis que nous menons cette guerre, depuis 1990, nous mettons l'accent sur la politisation de nos soldats et des civils », dit le colonel William Bajire, 34 ans, qui commande tout le secteur du nord-est. « Nous n'avons pas d'esprit de vengeance et nous contrôlons nos

soldats pour montrer aux populations que notre armée est différente. »

Etonnante guérilla que celle formée par les jeunes combattants du Front patriotique rwandais, chaussés de bottes de pêche en caoutchouc, souvent très cultivés et bilingues français anglais.

Les combattants du FPR ont marché plus de cent kilomètres en une semaine pour atteindre les faubourgs de Kigali. Menant des embuscades rapides, récupérant des armes et du matériel immédiatement retourné contre l'ennemi, les rebelles appliquent une discipline de fer: interdiction de boire de l'alcool et de se servir dans les villas abandonnées.

Contrairement à l'idée que le FPR est dominé par les Tutsis, le mouvement apparaît mixte. Son président, Alexis Kanyarengwe, rencontré dans son QG de Mulindi à la frontière ougandaise, est d'ailleurs un Hutu: « Il faut cesser de voir ce conflit comme un conflit Hutu-Tutsi, affirme-t-il. Les massacres visent à liquider toute opposition politique et assurer la dictature d'un parti unique, celui de l'ex-président. » Le FPR, qui « ne veut pas du pouvoir, mais cherche à rétablir l'ordre et faire cesser les tueries », espère enlever la capitale dans quelques jours, mais la résistance de l'armée rwandaise reste vive.

Jean-Philippe CEPPI



Kigali, le 12 avril. Près de 20 000 personnes, des Tutsis en majorité, auraient été tuées en une semaine dans la capitale.